



CTA DU 26/05/21 DÉCLARATION LIMINAIRE

Dans le contexte sanitaire actuel, la santé et la sécurité des personnels, des élèves et de leurs familles sont plus que jamais des principes non négociables. La vaccination de tous les personnels est urgente ; nous la réclamons pour tous ceux et celles qui le souhaitent.

La campagne des auto-tests annoncée à grand renfort de communication par nos responsables, n'a pas encore démarrée partout : certains établissements et écoles n'ont toujours rien reçu si ce n'est un message déclarant une erreur dans la notice d'utilisation !

Nous rappelons que le ministère a annoncé que la réalisation et la mise en place de ces autotests pour les élèves sont menées par le personnel volontaire et donc par les infirmiers EN volontaires également. Ceux-ci sont déjà surchargés de nouvelles missions covid, détournées de leurs missions principales, c'est pourquoi la notion de volontariat doit être respectée !

Aussi, nous demandons à ce que le matériel de protection (masque ffp2, blouse..) pour les personnels volontaires soit distribué aux établissements.

Cette longue période a épuisé et continue d'épuiser les personnels et les élèves. Il est urgent de cesser de faire pleuvoir des injonctions contradictoires, urgent de remettre de la bienveillance au cœur des relations hiérarchiques, d'accorder enfin la confiance nécessaire à des conditions de travail plus sereines.

La période d'examens qui commence ajoute encore au stress, à l'incompréhension devant la complexité de gestions des épreuves liées au COVID, à la surcharge de travail que cela génère. Les personnels concernés sont en souffrance : il serait souhaitable que que les consignes soient claires, harmonisées et explicites, et que la bienveillance règne aussi dans les rapports hiérarchiques.

Concernant le Plan de Formation Académique, la FSU regrette qu'il s'adresse majoritairement à un public désigné, surtout dans le 1^{er} degré (88 % de l'offre de formation). Celle-ci doit se faire selon les besoins des collègues, sur le temps de service et avec les moyens en remplacement nécessaires.

Il donc est urgent d'augmenter les postes de remplaçants afin d'atténuer les tensions dans les écoles qui sont contraintes de répartir les élèves en classes en faisant fi du protocole sanitaire et d'annuler les formations des collègues en REP et REP+!

L'Éducation Nationale doit également s'attacher à mieux former les enseignant.es et les AESH, au début, mais aussi tout au long de leur carrière : cela nécessite des moyens de remplacement qui, nous le rappelons, ne sont pas suffisants.

La poursuite à marche forcée de l'inclusion à tout prix et du déploiement des PIAL compliquent et dégradent l'accompagnement : des notifications mutualisées qui trop souvent diminuent l'accompagnement des élèves, le changement d'AESH en cours d'année ne vont pas dans le bon sens.

Une considération et une revalorisation salariale dignes de ce nom sont des priorités pour les AESH, personnel indispensable au bon fonctionnement de l'école. Il.elle.s restent sur des postes à temps partiel, sous-payés, trop peu ou pas formé.e.s, prenant en charge de plus en plus d'élèves. C'est pourquoi la FSU Réunion appelle en inter syndicale les AESH à se mettre en grève le 03 juin 2021 pour une augmentation des salaires, l'abandon des PIAL et un véritable statut de la fonction publique assortit d'un recrutement massif

En ce qui concerne le point sur la requalification des agents administratifs, la proposition de répartition nous paraît correcte mais le contingent de passage de la catégorie C en catégorie B reste cependant insuffisant.

Concernant le *coût des CLA*, l'expérimentation étant annoncée à budget constant dans un contexte général de suppressions d'emplois dans le second degré, la poignée d'heures promise ne pourra provenir que d'une redistribution entre établissements. Par ailleurs, le contrat fait entrer dans une logique d'objectifs et de résultats avec mainmise du rectorat sur le projet d'établissement et les pratiques pédagogiques, renforçant la pression sur les personnels et la concurrence entre établissements. La consultation des personnels semble ne pas avoir été systématique et cela est significatif du manque de respect des personnels embarqués dans des projets sans le savoir et de fait en pas en connaître l'impact sur leurs conditions de travail et d'enseignement.

C'est pourquoi la FSU n'adhère pas à cette démarche, dont les objectifs sont, une fois de plus, la mise au pas des équipes, auxquelles l'administration fait miroiter quelques moyens sans garantie de pérennité. Les CLA ne répondent en rien aux besoins de l'EP, qui demande de l'investissement sans pour autant corseter les équipes.

Pour finir, au sujet de la carte des formations, il aura fallu attendre quasiment la fin de l'année scolaire pour, enfin, connaître les lycées retenus pour les enseignements EPPCS (Education Physique, Pratiques, Culture Sportive) alors que toutes les autres académies ont déjà voté ces choix en CTA depuis plusieurs semaines voire plusieurs mois. Le SNEP FSU dénonce d'ailleurs à ce sujet le soit disant caractère expérimental de ce nouvel EDS alors que, ministère et DEGESCO parlent clairement de dispositifs pérennes ayant vocation à s'élargir. Nous demandons donc la modification de l'arrêté afin que le terme « expérimentation » soit supprimé et remplacé par « ouverture ».

Tout ceci démontre la précipitation et l'opacité dans laquelle se sont effectués ces choix. Le report de l'ouverture BAC PRO métiers du sports en est un autre exemple illustratif.

Pour la FSU ce pilotage vertical et opaque, sans associer les équipes pédagogiques, ne va pas dans le sens de l'intérêt des collègues et des élèves, sans parler de la méfiance qu'il crée.